



L'aide d'État comme cause de l'aléa moral dans l'économie de la Roumanie. Étude de cas : La Start-Up Nation

Zsombor Bükfeyes-Rákossy

Faculté d'études européennes,
Université Babeş-Bolyai, Roumanie
brzs@gmail.com

Zsolt-Szilveszter Sandu

Faculté d'études européennes,
Université Babeş-Bolyai, Roumanie
sandu.szilveszter@gmail.com

Résumé

Cette étude a comme but l'analyse et la démonstration de l'effet de l'aide d'État sur l'aléa moral dans l'économie de la Roumanie. Notre recherche est fondée sur l'étude de cas portant sur le programme Start-Up Nation et elle comporte trois parties : l'évolution du programme Start-Up Nation depuis 2017 jusqu'en 2018 par l'analyse des documents, puis une entrevue semi-structurée, et enfin un questionnaire. La première partie fera preuve du fait que Start-Up Nation semble un programme très attirant pour n'importe quel type d'investisseur, non seulement pour de nouveaux démarrages, surtout grâce à la facilité de son accès. La deuxième partie montrera la nécessité d'un régime financier comme la Start-Up Nation dans l'économie de la Roumanie de nos jours, tandis que la troisième partie démontrera le fait que la majorité des partis intéressés s'inscrivent avoir accès aux fonds non parce qu'ils auraient besoin du financement, mais plutôt parce qu'il est plus facile à l'obtenir. L'étude montrera la manière du processus d'inscription pour la Start-Up Nation d'être plus stimulant que risquant, l'asymétrie des informations disponibles et la situation de l'aléa moral qui en résulte.

Mots-clés : l'aléa moral, le financement des PME, l'économie roumaine, Start-Up Nation, le modèle de l'iceberg

State Aid as a cause of the Moral Hazard in the Romanian Economy. Case Study: Start-Up Nation

Abstract

The overall purpose of this study is to analyze and to prove that state aid generates moral hazard in the Romanian economy. The research is based on a study case about Start-Up Nation and it consists of three parts: an evolution of Start-Up Nation from 2017 to 2018 based on document analysis, a semi-structured interview and a questionnaire. The first point demonstrates that, especially because of the ease of access, Start-Up Nation is a very attractive Programme for all kind of investors,

not only for start-ups. The second point shows that Start-Up Nation is a financing scheme that the Romanian economy needed in this period, while the third point proves that the majority of interested parties are applying for funding not because they need the financing, but because it is easy to obtain it. The study shows that the incentives are greater than the risks when it comes to a Start-Up Nation application, the available information is asymmetric, and therefore, the applicants may find themselves in a situation of moral hazard.

Keywords: Moral Hazard, SMEs financing, Romanian economy, Start-Up Nation, Iceberg model

Introduction

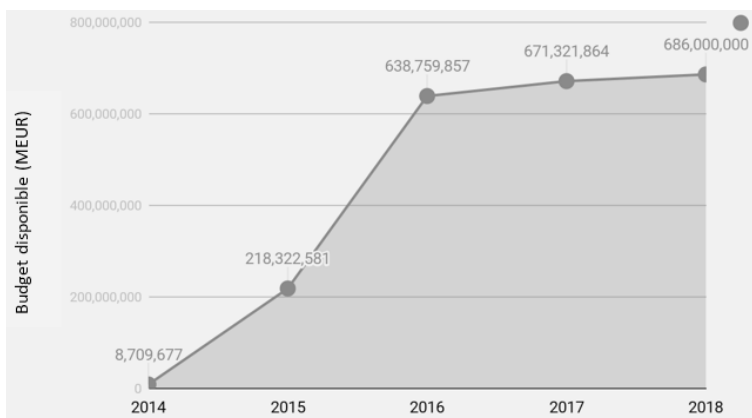
Le taux d'accroissement naturel est en déclin. Conformément aux dernières statistiques, en 2015 le taux de l'accroissement naturel était de -3.2/1000 habitants. Parmi les causes principales de cette chute démographique est l'insécurité sociale du marché du travail. Selon l'Institut national de statistique de Roumaine, le taux de chômage en 2015 concernant les femmes était de 5.8% et de 7.5% dans le cas des habitants de sexe masculin. La problématique liée à cette question est représentée par le taux de chômage qui a atteint 21% chez les jeunes gens entre 15 et 24 ans. C'est la première fois, depuis la crise de 2008, que ce n'est pas les demandeurs d'emploi qualifiés qui luttent pour quelques emplois, mais ce sont les entreprises qui entrent en concurrence pour attirer des éventuels employés. Pour remédier ce problème, le gouvernement de la Roumanie a mis en fonction une série de programmes qui aident à la formation de nouveaux emplois, dans le but de stimuler l'établissement et le développement de nouvelles entreprises ou des entreprises déjà existantes. L'accent est dirigé vers l'entrepreneuriat pour créer des nouvelles affaires et de nouveaux emplois qui pourraient satisfaire les exigences élevées des jeunes chercheurs d'emploi.

L'environnement financier de la Start-Up

Depuis 2014, l'environnement financier pour les start-ups en Roumanie est devenu de plus en plus attirant et divers. Les mécanismes de financement du gouvernement national, assez faibles au début, se sont doublés et ont été complétés par le financement de l'Union Européenne. Le gouvernement a soutenu les start-ups à travers environ 4 projets : SRL-D, Start, Manager Women et Trade'. Le financement de ces projets se situe entre 41.500 lei et 250.000 lei, avec le taux de contribution propre oscillant entre 10% et 50%. Généralement, le budget de ces projets a été très faible, et, par conséquence, une compétition dure était née entre les candidats. De règle, chaque entreprise qui obtenait du financement pour un de ce type d'appels d'offres avait atteint des cotes près du maximum et avait présumé la création de quelques nouveaux emplois, car, généralement, le nombre des emplois nouveau-crés représente le principal critère pris en considération pour la comparaison de deux projets ayant la même cote. Dans ces conditions, les projets n'ont pas paru assez attirants aux petites entreprises et l'habitat start-up avait manifesté un besoin urgent pour d'autres sources de financement.

Les autres sources de financement comprenaient notamment le Programme National pour le développement agricole et rural (PNDAR), qui avait soutenu les projets start-up depuis 2015. Ce programme fournit du financement pour les affaires du secteur agricole ou non agricole. En ce qui concerne le financement non agricole, les candidats pourraient et ils peuvent en fait demander un aide qui se situe entre 50.000 euros, sans contribution propre, et 2.500.000 euros, avec une contribution propre de 50% pour des investissements qui visent les plantes, les fruits et les animaux, y compris la création de chaînes d'alimentation intégrés. Le problème du financement des petites et moyennes entreprises (PME) finançant les activités non agricoles de la campagne était solutionné par le PNDAR 6.2 et le PNDAR 6.4 ; ceux-ci ont offert entre 50.000 et 200.000 euros pour que de nouvelles affaires naissent, pour le développement des activités en cours ou pour la diversification des activités déjà existantes en introduisant d'autres activités nouvelles. En même temps, les entrepreneurs ont eu la chance d'investir dans le secteur des pêches et dans l'aquaculture, avec l'aide des Fonds européens pour les affaires maritimes et la pêche (FEAMP). Malheureusement, ces opportunités n'ont pas réussi à satisfaire le besoin du secteur PME pour le financement dans la zone urbaine. Cette nécessité a reçu en 2016 des réponses de la part de trois programmes : le Programme opérationnel régional (POR) 2.1A, POR 2.2 et la Micro-industrialisation. Tous ces programmes fonctionnent bien au-dessus de la moyenne quand il s'agit du taux d'absorption des fonds européens, mais, malheureusement, aucune de ces demandes contenant des fonds entre 100.000 euros et 1 million d'euros ne reçoivent pas de réponse aux start-ups nouvellement financées, mais en échange, ils exigent au moins une année d'activité. Début 2019, le POR 2.2 sera relancé par les autorités et il accordera des subventions d'un million d'euros au minimum et de 5 millions d'euros au maximum aux entreprises établies avant 2018.

Fig. 1. La croissance du niveau du taux de financement pour les start-ups



Source : Données préparées par les auteurs, selon mfinante.ro

Après le succès des programmes susmentionnés, en 2017, l'heure est venue pour les start-ups d'apparaître dans les zones urbaines et rurales, tout en prévoyant l'atteinte du plus haut niveau en 2018. Ce croisement est évidemment illustré dans le graphique ci-dessus, bien que le quatrième axe du Programme national pour le développement rural, le Programme opérationnel régional 2.2 et le FEAMP ne soient pas inclus dans le budget, comme le budget alloué est extrêmement élevé et ainsi il fausserait le graphique. Une autre raison serait le fait qu'il n'est pas facile pour les start-ups d'obtenir le financement avec une contribution propre entre 30 et 50%. À côté des autres programmes, trois nouvelles opportunités surgissent : Start-Up Plus, Start-Up Diaspora et Start-Up Nation. La start-up de ville de Bucarest ne se trouve pas mentionnée dans l'étude parce que les informations disponibles en janvier 2019 n'étaient pas suffisantes. Les deux premiers programmes offrent à chaque individu désirant lancer leur entreprise dans une zone urbaine approximativement 40.000 euros, sans contribution propre. La seule différence entre les deux programmes concerne leur groupe cible : tandis que dans le cas de la diaspora, il s'agit des roumains ayant habité à l'étranger pendant les 12 derniers mois avant d'entrer dans le programme, la Start-up Plus est destinée aux roumains habitant dans la région carpato-danubiano-pontique. De plus, dans le cadre de ces projets, les nouveaux entrepreneurs recevront non seulement du financement de la part des administrateurs de la subvention, mais aussi des cours de formation et de mentorat à leurs débuts.

La Start-Up Nation est un programme de subvention très ambitieux pour les start-ups, inclus dans le programme du gouvernement du Parti social-démocrate pour 2017-2020. Un des objectifs du programme est le financement annuel de 10.000 entreprises créées après le 30 janvier 2017 avec une subvention maximale de 200.000 lei.

La logique d'intervention n'exige pas la contribution propre des bénéficiaires, mais elle les oblige à créer et maintenir pendant deux ans au moins deux nouveaux emplois à temps plein. La Start-Up Nation s'est déroulée de manière inattendue pendant la première année : 19.296 plans d'affaires ont été enregistrés (Le Ministère de l'Environnement des Affaires, le Commerce et l'Entrepreneuriat de Roumanie, 2017), environ 8.500 ont signé l'accord de financement pour la création de plus de 17.000 emplois. Les chiffres définitifs de la Start-Up Nation 2017 sont les suivants : 8.444 accords de financement signés, 7.176 intégralement mises en œuvre². 15% des projets sélectionnés pour obtenir le financement n'ont pas finalisé la mise en œuvre.

La Start-Up Nation 2018 a apporté quelques changements majeurs en comparaison avec la première année. Le programme a été lancé officiellement le 27 décembre

et les projets peuvent être inscrits jusqu'au 12 février 2019. Les changements faites par le Ministère de l'Économie, du Commerce et de l'Industrie ont rendu le Start-Up Nation 2018 très imprévisible : tous les secteurs à l'exception du Commerce ont obtenu le score maximal et ceci s'applique également à tous les comptés, sauf Bucarest, Ilfov et Cluj. La plupart des start-ups qui seront mises en œuvre en 2018 ou en 2019 auront probablement une cote de 100 et puis la compétition sera prise en considération. Les critères de classification dans une situation d'égalité seront les suivants : I. Le nombre des employés que l'entreprise aura, II. Le nombre des employés faisant partie de la catégorie des personnes défavorisées, des personnes sans emploi ou des personnes diplômés après 2012, III. L'investissement de 60% de la subvention dans l'équipement/ le logiciel et IV. La date/ l'heure de l'inscription. En pratique, il y aura deux résultats : pour faire la classification finale, on prendra en considération l'ordre de l'arrivée et les gagnants seront les projets enregistrés le plus tôt ; en conséquence, la concurrence sera dure et aveugle, les start-ups prendront un grand nombre d'employés (au moins 4) et même si les propositions de projets sont inscrits en février, elles pourront être sélectionnées pour bénéficier de la subvention, mais elles devront faire face aux difficultés impliquées par leur mise en œuvre et le maintien de leur durabilité. Pendant les premières 24 heures, plus de 5.500 étaient inscrits, tandis que jusqu'au 3 janvier, il y en était plus de 10.000. En d'autres termes, pendant 16% du temps alloué aux soumissions, plus de 100% de l'allocation financière était couverte et on prévoit une augmentation^{3 4 5}.

L'aléa moral

Le grand nombre de subventions, d'aides d'État et surtout de programmes qui fournissent des fonds non remboursables aux demandeurs contribue au surcroît de l'aléa moral dans l'économie roumaine et dans l'environnement d'entrepreneuriat. La principale raison pour ce phénomène est la facilité d'accès aux fonds et l'expérience inutile des candidats dans le domaine de gestion. Ceci peut mener à des échecs multiples à différents niveaux dans le cas des entrepreneurs inexpérimentés qui ont bénéficié des subventions dans le but d'obtenir du capital, sans disposer d'un plan d'affaires à long terme bien détaillé. Plusieurs sociétés de conseil de Roumanie offrent de l'aide aux entrepreneurs inexpérimentés pour qu'ils puissent parvenir à ces fonds, mais, malheureusement, après qu'ils réussissent, la pression et la responsabilité nécessaires pour maintenir la bonne fonctionnalité de l'entreprise pèseront sur les épaules du demandeur.

Les opinions venant de la littérature scientifique concernant l'existence d'aléas moraux et les effets liés aux aides d'État sont bien différents. Berlinger, Lovas and Juhász (2014 : 29-31) pensent que les individus n'envisagent pas les externalités

positives d'un projet et le rôle de l'aide d'État est d'encourager cet effet d'entraînement, ce qui conduirait à la création d'emplois, à l'innovation ou à la croissance des revenus fiscaux. Par conséquent, selon Vas (2017: 453-459), une subvention est octroyée à des fins de développement économique, comme l'excédent social. Le gouvernement est limité dans l'acte d'offrir des subventions, vu que les banques n'octroient pas des prêts que pour les plans d'affaires très prometteurs des PME, ce qui n'est pas dans l'avantage de la plupart des entrepreneurs, si on tient compte aussi du taux d'intérêt impliqué, qui est fortement variable. En leur offrant des fonds non remboursables, non seulement que le gouvernement fausse la concurrence sur le marché, mais il crée aussi de l'aléa moral chez ceux qui ne peuvent pas établir l'entreprise seuls, avec leurs propres ressources financières. L'aléa moral n'a pas de définition concrète, mais il est généralement considéré comme le risque qu'un individu prend quand il n'aura pas à en subir les conséquences personnellement (*What Is A Moral Hazard ?* 2017), ou, selon certains, quand il subirait seulement une partie des conséquences. Selon la théorie pure du danger moral de Stieglitz, l'aléa moral concernant les assurances signifie que plus il y a d'assurance contre les contingences, moins les individus sont stimulés à éviter l'événement assuré, car moins ils supportent toutes les conséquences de leurs actes. En sachant cela, lorsqu'il s'agit de l'aide d'État offerte par la Start-Up Nation et d'autres mécanismes de financement dans le milieu des start-ups, plus l'accès à l'aide d'État devient de meilleure qualité et plus facile, moins les personnes sont motivées à éviter de faire une demande et, par conséquent, à utiliser de manière efficace les fonds publics, car l'État et les banques implicites assument la plus grande partie des conséquences de leurs actions.

Les entreprises en démarrage agissent-elles différemment en Roumanie en raison du programme Start-up Nation, ou du moins sont-elles encouragées à utiliser plus de ressources qu'elles ne l'auraient fait autrement en raison du financement non remboursable qu'elles peuvent obtenir ? Le présent exposé n'essaye pas de répondre à ces questions, mais il a pour objectif le lancement des débats et la provocation d'une prise de conscience concernant les risques moraux générés par les aides d'État pour les PME, car l'État et les demandeurs sont également impliqués dans les jeux de financement. Dans ce qui suit, on essayera de prévoir deux futurs modèles du financement des PME en Roumanie pour marquer le point de départ d'une future recherche.

Deux modèles pour l'avenir

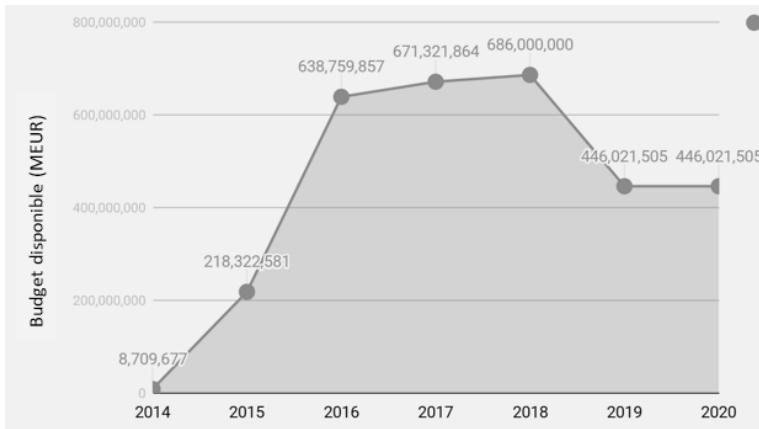
Si les entreprises en démarrage agissent de manière différente en Roumanie ou non, en fonction de l'aide reçue de l'État par le biais des programmes de financement mentionnés, ce n'est pas la question qui nous intéresse dans cette

partie. En jugeant par l'illustration de Fig.1., 2018 semblerait le sommet de tout ce que signifie le financement non remboursable pour les jeunes entreprises de trois ans au maximum. Peut-être que 2018 n'est pas seulement comme la pointe de l'iceberg en ce qui concerne le financement des PME entre 2014 et 2020, mais c'est dans cette année que la plus considérable somme d'argent a été allouée pour de telles activités. C'est une évolution normale et prévisible, car les fonds de l'Union Européenne entre 2014 et 2020 étaient déjà préparés au cours des premières années (2014-2016), donc ils ont été prêts en 2017 et 2018. Il est fortement probable que si la même recherche serait faite pour la période 2007-2013, le graphique serait le même. La question que se posera chaque start-up est la suivante : le gouvernement sera-t-il en mesure de maintenir le niveau actuel de financement en 2019 et en 2020, même sans de fonds de l'UE ou les start-ups auront-ils de moins en moins fonds non remboursables à recevoir ? C'est une question très importante parce qu'après que le gouvernement a mis les PME à l'aise avec le financement et après qu'il a déterminé l'apparition d'un potentiel risque moral parmi les acteurs économiques impliqués, les effets peuvent être imprévisibles, même presque toujours négatifs. Afin de répondre ces questions, on a élaboré deux possibles modèles, ayant comme fondement les informations disponibles au public à présent. L'avenir de ces deux modèles est très important pour voir si ou comment l'aléa moral influence le financement des start-ups en Roumanie, que le niveau de financement soit le même ou inférieur.

a) Maintenir les fonds à la hauteur

Le premier modèle qu'on propose est représenté par la tentative de maintenir un haut niveau de financement pour les start-ups au cours des deux prochaines années et de s'assurer que les fonds demeurent à un haut niveau. Le graphique Fig. 2. est censé illustrer nos prévisions, où, nous l'espérons, les fonds disponibles ne diminueront pas trop. Comme il est prévu, le financement de l'Union Européenne pour les start-ups cessera au cours des deux prochaines années et le marché devra compter uniquement sur les fonds fournis par le gouvernement. Pour cette raison, on prévoit une diminution du budget d'environ 20-30%. Ce budget comporte principalement la Start-up Nation et il sera complété avec d'autres programmes comme le Trade, Manager Women ou la Micro-industrialisation. Certainement, la Start-Up Plus et la Start-up de la diaspora ne seront pas disponibles plusieurs fois, tandis que le nouveau lancement de la sixième Axe du PNDAR et le POR 2.1Ax poserait la question de la somme d'argent disponible après les demandes déjà faites. Cependant, on admet que d'autres programmes tels que l'Espace économique européen (EEE) et les subventions norvégiennes pourraient aussi contribuer et aider à la conservation du niveau actuel du financement.

Fig. 2. La croissance du niveau du taux de financement pour les start-ups

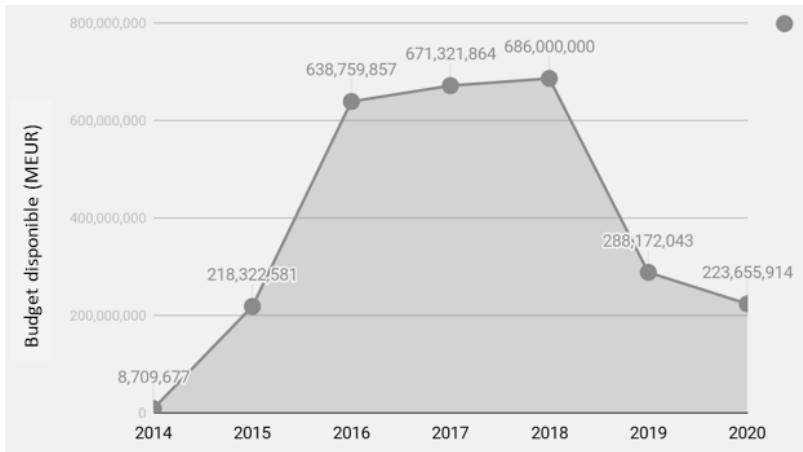


Source : Données préparées par les auteurs, selon mfinante.ro

b) Aller de haut en bas

Le deuxième résultat possible, illustré par Fig.3., n'est pas nécessairement le pire, mais plutôt le plus réaliste dans ses prévisions concernant la diminution des fonds disponibles. Sans les fonds européens et le financement externe, le gouvernement aura de difficultés à maintenir la stabilité des aides jusqu'en 2018, vu aussi la manière dans laquelle l'argent est actuellement géré. Le diagramme montre le fait que le plus haut niveau des fonds a été atteint en 2018, avec plus de 680 millions d'euros disponibles pour les start-ups. En 2019, on prévoit que les ressources disponibles diminueront avec approximativement 58% ou même avec 67% l'année suivante, en 2020. Une des causes principales, d'après les nouvelles, sera l'intention du gouvernement de diriger les ressources vers d'autres investissements économiques, au sein de trois grands régimes d'aide déclarés : la Décision Gouvernementale (DG) 807, 332 et 537⁶. Pour le faire, près d'un milliard d'euros sont alloués pour la DG 807 au cours des quatre prochaines années ; cette somme n'aidera guère les start-ups, au contraire, elle diminuera les fonds qui leur pourraient servir. En 2018, le gouvernement a soutenu de grands investissements avec la somme de 948 millions de lei⁷. De toute façon, même si le niveau de financement diminue, il est impossible de croire que le gouvernement pourrait réduire le financement jusqu'à un niveau égale à celui des PME en 2014.

Fig. 3. Croissance du niveau de financement disponible pour les start-ups



Source : Données préparées par les auteurs, selon mfinante.ro

Conclusion

Le marché du travail roumain est fortement influencé par certains facteurs décisifs comme la démographie, l'évolution technologique, le commerce et les affaires internationales et aussi la gestion des ressources naturelles et financières du pays, qui se trouvent en relation directe avec une législation en cours d'amélioration. Le sujet de notre recherche, l'analyse de l'évolution des fonds non remboursables, comme ceux du programme Start-Up Nation, est censé mieux faire connaître au public la situation, pour qu'on peut trouver des solutions aussitôt que possible, en tenant aussi compte des répercussions encore inconnues. La possibilité de devenir un des bénéficiaires du programme a permis à de nombreux candidats d'avancer dans un terrain inconnu, tout en créant parmi les entrepreneurs roumains le phénomène appelé l'aléa moral. En outre, la dotation budgétaire destinée à ces programmes de fonds non remboursables a atteint le plus haut niveau en 2018, ainsi entraînant des réductions modérées à l'avenir. Pourtant, l'intervalle de temps analysé était assez court, ce qui ne nous a pas permis de voir les résultats des entreprises nouvellement créés dans le cadre de ce programme. Pour les deux années qui suivent, nous prévoyons des coupures budgétaires qui auront des effets négatifs sur les entreprises en démarrage au cas où le gouvernement décidera de diriger les fonds vers les investissements plus considérables que ceux des jeunes entrepreneurs.

Le cas échant, nous envisageons une réaction contraire de la part du gouvernement, car au moment du financement du développement des grandes entreprises, les nouvelles entreprises et les idées innovatrices des jeunes ne seront plus soutenues. La raison en est le modèle des entreprises prospères, à qui le gouvernement restera fidèle et ainsi de nouvelles idées seront exploitées et achetées et la concurrence sera insignifiante. En ce qui concerne l'État, la capacité de l'appareil administratif à s'ajuster aux besoins des entreprises en démarrage de la même manière qu'elles se plient sur les exigences des grandes entreprises est comparable à la théorie évolutionniste de la « survie du plus apte » de Darwin.

Bibliographie

Berlinger, E., Lovas, A., Juhász, P. 2014. *Azállamítamogatás hatása a projektfinanszírozás-ra erkölcsikockázatépítő extenzív externáliák mellett. Szerződéselméleti megközelítés*, Magyar Tudományos Akadémia Közgazdaság-és Regionális Tudományi Kutatóközpont Közgazdaságtudományintézet, [En ligne] : <http://econ.core.hu/file/download/mtdp/MTDP1432.pdf> [consulté le 21 mai 2018].

Berlinger, E., Lovas, A., Juhász, P. 2015. "State subsidy and moral hazard in corporate financing", *Corvinus Economics Working Papers*, [En ligne]: http://unipub.lib.uni-corvinus.hu/2185/1/cewp_201522.pdf [consulté le 24 mai 2018].

Finantare.ro, *Schema de ajutor de stat 807 are un buget de aproape un miliard de euro pentru urmatorii patru ani*, [En ligne]: <http://www.finantare.ro/schema-de-ajutor-de-stat-807-are-un-buget-de-aproape-un-miliard-de-euro-pentru-urmatorii-patru-ani.html> [consulté le 20 mai 2018].

Kállay, L. 2014. "Államítamogatások gazdaságpolitikai jelentéséről", *Közgazdasági Szemle*, n° 61, pp. 279-298, [En ligne]: http://epa.oszk.hu/00000/00017/00212/pdf/EPA00017_kozgazdasagi_szemle_2014_03_279-298.pdf [consulté le 26 mai 2018].

Ministerul Finanțelor Publice, (Le Ministère des Finances Publiques), *MFP a aprobat în 2018 un număr record de acorduri de finanțare pentru 19 proiecte de investiții (Le MFP a approuvé en 2018 un nombre record d'accords de financement pour 19 projets d'investissement)*, [En ligne]: http://www.mfinante.ro/acasa.html?method=detalii&id=999614780&fbclid=IwAR3-cmG-KtRZiA_vEw0ZKgboQyN8XiA5oywEwQEo2c4iJoL3hIO7CavmDDU [consulté le 28 décembre 2018].

Ministerul pentru Mediul de Afaceri, Comerț și Antreprenoriat (Le Ministère de l'Environnement des Affaires, le Commerce et l'Entrepreneuriat de Roumanie), *Listare dosare înregistrate pentru programul Startup Nation* (La liste des fichiers enregistrés pour le programme Start-Up Nation), [En ligne]: <https://startupnation2018.aippimm.ro/listareStart/540/> [consulté le 1^{er} janvier 2019].

Sheng, J. 2016, "The Real Effects of Government Intervention: Firm-level Evidence from TARP", *2014 North American Summer Meeting of the Econometric Society, 2014 Northern Finance Association Conference*, p. 1-15, [En ligne]: https://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=2702672 [consulté le 28 mai 2018].

Vas, Gy. 2017. "The Moral Hazard issues of the State-Aid Programs for SME's", in: István Takács, *Management, Enterprise and Benchmarking in the 21st century. Global challenges, local answers*, Óbuda University, pp. 453-460, [En ligne]: https://kgk.uni-obuda.hu/sites/default/files/37_Vas.pdf [consulté le 21 mai 2018].

Ylhäinen, I. 2010, "Persistence of Government Funding in Small Business Finance", *ETLA*, The Research Institute of the Finnish Economy, *Elinkeinoelämän Tutkimuslaitos*, pp. 1-31, [En ligne]: <https://www.etla.fi/wp-content/uploads/2012/09/dp1232.pdf> [consulté le 29 mai 2018].

Zamfir, C. 2018. "Start-Up Nation 2017 la final : Câtefirmepimescbanii de la stat", *Startup Café*, [En ligne]: <https://www.startupcafe.ro/finantari/start-nation-2017-deconturi-finale.htm> [consulté le 27 décembre 2018].

Zamfir, C. 2018. "Start-Up Nation 2018 : Bilanțulprimeizile", *Startup Café*, [En ligne]: <https://www.startupcafe.ro/finantari/startup-nation-2018-2018-bilan-insicrii.htm> [consulté le 28 décembre 2018].

Zamfir, C. 2018. "Start-Up Nation 2018-2019 : Peste 10.000 de dosare de puse în prima săptămână. O firmă s-a înscris de AnulNou", *Startup Café*, [En ligne] : <https://www.startupcafe.ro/finantari/startup-nation-2018-2019-dosare-depuse.htm?fbclid=IwAR0ovBspocT84dAlwCkgL5ky77-88J5nYC2R3NhSsgpvdZSNw-SSqDpBGsY> [consulté le 3 janvier 2019].

Notes

1. Les recherches et les données ci-présentes reposent exclusivement sur les programmes de financement mentionnés dans le document - d'autres opportunités pourraient également exister.

2. Claudiu Zamfir, "Start-Up Nation 2017 la final : Câte firme primesc banii de la stat", *Startup Café* 2018, [En ligne]: <https://www.startupcafe.ro/finantari/start-nation-2017-deconturi-finale.htm> [consulté le 27 décembre 2018].

3. *Idem*, "Start-Up Nation 2018-2019 : Peste 10.000 de dosare de puse în prima săptămână. O firmă s-a înscris de Anul Nou", *Startup Café* 2018, [En ligne]: <https://www.startupcafe.ro/finantari/startup-nation-2018-2019-dosare-depuse.htm?fbclid=IwAR0ovBspocT84dAlwCkgL5ky77-88J5nYC2R3NhSsgpvdZSNw-SSqDpBGsY> [consulté le 3 janvier 2019].

4. *Idem*, "Start-Up Nation 2018: Bilanțul primei zile", *Startup Café* 2018, [En ligne]: <https://www.startupcafe.ro/finantari/startup-nation-2018-2018-bilan-insicrii.html>, [consulté le 28 décembre 2018].

5. Ministerul pentru Mediul de Afaceri, Comerț și Antreprenoriat (Le Ministère de l'Environnement des Affaires, le Commerce et l'Entrepreneuriat de Roumanie), *Listare dosare inregistrate pentru programul Startup Nation (La liste des fichiers enregistrés pour le programme Start-Up Nation)*, [En ligne] : <https://startupnation2018.aippimm.ro/listareStart/540/>, [consulté le 1^{er} janvier 2019].

6. Finantare.ro, *Schema de ajutor de stat 807 are un buget de aproape un miliard de euro pentru urmatoorii patru ani*, [En ligne]: <http://www.finantare.ro/schema-de-ajutor-de-stat-807-are-un-buget-de-aproape-un-miliard-de-euro-pentru-urmatonii-patru-ani.html>, [consulté le 20 mai 2018].

7. Ministerul Finanțelor Publice, (Le Ministère des Finances Publiques), *MFP a aprobat în 2018 un număr record de acorduri de finanțare pentru 19 proiecte de investiții (Le MFP a approuvé en 2018 un nombre record d'accords de financement pour 19 projets d'investissement)*, [En ligne]: http://www.mfinante.ro/acasa.html?method=detalii&id=999614780&fbclid=IwAR3-cmGktrLZiA_vEw0ZKgboQyN8XiA5oywEwQe0c4iJoL3hIO-7CavmDDU, [consulté le 28 décembre 2018].